

MSE formation



Journée d'actualité du secteur 2017

« L'action sociale à un tournant » ?



... à l'ère du sur-mesure



- 
- 
- 2002-2017 : bilan d'un cycle de réorganisations
 - Le nouveau gouvernement issu des élections de 2017 : quelles perspectives sociales ?
 - Panorama par secteur
 - Focus sur les tendances budgétaires et la tarification
 - Situation des dirigeant-e-s
 - Perspectives et points de vigilance

2002-2017 : trois législatures qui ont profondément transformé l'organisation sociale

- Un cycle 2002- 2017 marqué par la refonte de l'ensemble des textes cadres du champ social et médico-social
- Les lois sectorielles ont été pour la plupart retravaillées deux fois, l'ensemble des textes d'organisation ont été réformés
- Une relative continuité et un consensus « technique » assez fort par delà les alternances politiques
- Une évolution qui affecte l'esprit et les modèles d'action autant que l'organisation matérielle
- Une séquence traversée par la plus forte crise économique depuis le choc pétrolier avec des effets sociaux et politiques
- Un cycle qui s'achève sur un progressif retour à l'équilibre des comptes sociaux mais de façon fragile et en « demi teinte »...

Un cycle de réorganisation , rationalisation, réorientation

- Réorganisation des acteurs publics et des logiques d'action publique
- Renforcement de la planification et du pilotage des actions
- Intégration de la contrainte financière à l'ensemble du modèle social avec logique de traçabilité, d'activation et d'inversion de la dette
- Evolution du rôle des associations avec glissement vers une logique prestataire plus affirmée
- Individualisation des dispositifs et affirmation du « droit des usagers »
- Intégration de logiques de parcours
- Redéfinition de la question sociale autour de nouveaux pôles
- Apparitions de nouveaux modèles d'intervention venant redistribuer les registres d'action selon la nature des publics

Des tensions en terme de modèles de politique publique

Rapport au territoire	Territorialisation	Déterritorialisation
Rapport à la prestation	Offre d'accompagnement et accès au droit	Offre de prestation et régulation de l'offre/garantie de la demande
Type d'acteurs	Collectivités, services déconcentrés	Caisses de sécurité sociale, ARS

La nouvelle économie des publics

Territoire

	Autonomie -	Autonomie +
Capitaux -	Prise en charge délégitaire ou assistantielle <i>Enjeu de la qualité</i> CD/ARS	Activation <i>Enjeu de l'effectivité</i> Conseil Départemental
Capitaux +	Libre choix <i>Enjeu de la régulation</i> Acteurs privés Soutien à la solvabilisation de la demande par les caisses	Droit commun <i>Enjeu de l'Accessibilité</i> Etat et Sécurité sociale

Typologie des formes associatives

D'après J. AFCHAIN – modèle indépendant des tailles et stratégies associatives

	Organisation	Normativité	Politique
Association gestionnaire	X Modalité privilégiée : la prestation		
Association réformiste	X	X Modalité privilégiée : l'action sur les normes	
Association du mouvement social	X	X	X modalité privilégiée : la production politique

Une analyse des positionnements (M Battaglini)

Ce modele de type Townes doit se completer d'une lecture de la position des organisations publiques	Association forte à la décision	Association faible à la décision
Capitaux élevés	Coproduction	Sous traitance autonome ou production autonome
Capitaux fragiles	Partenariat symbolique	Sous traitance Etatiste

Le gouvernement et la nouvelle majorité : quelle perspectives sociales ?

- Un renouvellement marqué et inédit au cours de la 5^e république des élu-e-s et une recomposition des frontières politiques institutionnelles
- Un programme fortement identifié autour des enjeux de travail, de relations sociales et de protection sociale plus que d'action sociale
- Une inspiration assumée du « modèle » allemand
- Des parlementaires faiblement identifié-e-s sur cette question
- Des marqueurs politiques à l'arrivée du gouvernement qui peuvent interroger (organisation des ministères, priorités du quinquennat, « petites phrases »)
- Une continuité néanmoins probable au regard du profil des acteurs de premier plan (Agnès Buzyn, Jacques Mézard...)
- Des pistes plus que des programmes : une forte dimension consultative

PLF et PLFSS 2018 : quelques tendances

Pour le PLFSS

- Glissement de la cotisation sociale vers la CSG
- Augmentation des minimas sociaux « dépendance » (minimum vieillesse, AAH...)
- Maintien d'un objectif de retour à l'équilibre des comptes sociaux à moyen termes
- Renforcement des logiques accessibilité et prévention

Pour le PLF

- Refonte fiscale « en faveur du travail »
- Stabilité relative des missions sociales
- Sortie de la procédure d'alerte Européenne

Acteurs publics : une pause dans le « grand chamboulement ? »

- Après la mise en œuvre de la loi NOTRe et les nouvelles cartes des intercommunalités : une pause annoncée dans les réformes « Pas de Big Bang Territorial »
- Un ministère nouveau : la cohésion des territoires, s'appuyant sur une nouvelle « Conférence nationale des territoires » et une « Agence nationale de la cohésion des territoires »
- Une réforme de la fiscalité locale qui reste à préciser avec des signes ambigus (engagements vs suppressions d'avances)
- Une prise en compte annoncée de la situation tendue des départements avec une réforme des allocations pour 2019
- Pas de convergences annoncées des règles de tarification entre Etat, ARS et CT
- Un programme restant très centré sur les compétences régions et le modèle métropolitain

Santé : une démarche en continuité

Feuille de route présentée par Mme la Ministre le 18/07

- Prévention comme priorité dans les parcours de soin
- Non mise en œuvre du 1/3 payant au 01/12 mais « pas enterré »
- Plan de lutte contre les déserts médicaux
- Renforcement de la qualité de vie des malades atteints de maladie chroniques
- Aucune annonce spécifique « santé mentale »
- Une partie de l'enveloppe du grand plan d'investissement consacré à la santé

Enfance et Famille: pas d'annonces particulières , une continuité probable

- Une nouvelle COG CAF/Etat qui prend le relais des objectifs antérieurs
- Un progressif alignement des conditions de ressources PAJE et complément familial (PLFSS)
- Une continuité de la mise en œuvre de la réforme de mars 2016 (CNPE/ONPE)
- MNA : demande de prise en charge à 100 % par l'Etat formulé en Conférence des territoires par l'ADF
- Justice des mineurs : une priorité du Candidat Macron que traduit le PLF

Autonomie : une série de mesures annoncées sur le quinquennat

- Maintien des orientations initiées par la loi ASV, notamment en termes de logiques de parcours
- Maintien et soutien des projets « réponse accompagnée pour tous »
- Mise en place de la nouvelle nomenclature des ESMS au 1^{er} juin (décret 9 mai 2017) facilitant l'identification des spécialités et la réalisation de « toutes les prestations nécessaires à la personne »
- Réflexion engagée sur les évolutions possibles de l'aide à domicile (Rapport Huillier)
- Prise en compte de la situation d'inquiétude de la CNSA
- Poursuite de la politique de suivi budgétaire : SERAPHIN, vague de contractualisation, EPRD => quel modèle tarifaire pour le secteur PH ? Quel sécurisation des EHPAD ?

Pauvreté / exclusion : priorité au travail et à la mobilité

- Minima sociaux : une priorité donnée à la prime d'activité , pas d'augmentation du RSA
- Fin des contrats aidés : priorité donnée à l'allègement du coût du travail
- Retour d'un modèle « logement d'abord », avec une annonce en conférence des territoires fin 2017 et mise en œuvre dès début 2018
- Augmentation annoncée de l'offre locative très sociale (35 000)
- Offres d'intermédiations locatives et d'appui aux jeunes (80 000)
- Création de nouvelles logiques de mobilité résidentielle avec un bail courte durée et un principe de mobilité par tranche de 6 ans dans le parc social
- Réforme du financement des OPHLM/SA HLM
- Projet de révision des lois SRU et ALUR, notamment sur l'obligation faite aux communes de proposer un seuil de Logement sociaux
- Le modèle annoncé s'appuie sur le principe du « choc de marché » : favoriser la construction pour agir sur les prix
- La mission logement reste à moyens constants , le plan d'investissement national reste à définir

Evolution de la tarification

- Une tarification qui reste différenciée dans son évolution entre le secteur PA/PH et le secteur social
- Le medico-social reste le « lieu test » des réformes

Dans le médico-social (lois ASV, LFSS 2016)

- Généralisation des CPOM avec quelques nouvelles libertés de gestion
- Mise en œuvre progressive de l'EPRD
- Réforme de la tarification des EHPAD : équation tarifaire et logiques de forfaits , mise en place de financements complémentaires gérés par les ARS
- Possibilité d'une modulation par l'activité
- SERAPHIN PH : vers une logique d'acte et de prestations ?

Evolution de la tarification

Dans le social

- Mouvement de généralisation des CPOM engagé
- Interrogation sur la prise en compte progressive de taux d'occupation et la compensation de mesures déléguées aux établissements et services (ex. coordination de parcours)
- Reprise du CITS et débat sur l'évolution à l'horizon 2020 du dispositif

Evolution de la tarification

- Un mouvement qui s'inspire largement du sanitaire : une tarification progressive à l'acte et à l'activité ?
- Un financement qui se base non sur un projet d'établissement ou de service mais sur l'évaluation des besoins des personnes, la nature des prestations délivrées et le volume d'activité : la conclusion de 2002-2 ?
- Une volonté affirmée de convergence nationale : vers une logique d'offre nationale d'accueil ?
- Un arrière plan qui reste la maîtrise budgétaire

Situation des dirigeants

- Un niveau de responsabilité élevé renforcé par la quasi généralisation des DUD...
- ... mais une faible exposition réelle pour le moment
- Un quinquennat souhaitant placer « l'engagement » au cœur d'un projet de société avec des mesures annoncées dans la continuité de la loi Égalité Citoyenneté